

	COLLECTIF CLIMAT ESSONNIEN COMPTE-RENDU DE REUNION Compte-rendu de la réunion du 21 février 2008	1/4
Diffusion : Présents	Rédacteur : Laurence CAILLE – Délégation au développement durable et solidaire	

Présents :

Elise BANCELIN (AFTRP), Marie-Pierre DIGARD (ARENE), Denis RABIER (Chambre d'Agriculture), Jean-François MISTOU (Chambre de Commerce et d'Industrie), Christian BINETRUY (CAUE 91), Alain TOUSSAINT (Crédit Coopératif), Emilie DUHERON (Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt), Franck CHAUVEAU (EDF Direction Collectivité Territoriale), Bernard MOURET et Richard BRIOIS (ERDF-GRDF), Philippe FAURIANT (Fédération Française des Energies Renouvelables), Valérie BLANDIN (Immobilière 3 F), Olivier JAMES (ONF- Agence de Versailles), Jean-Claude CHATELET et Josiane BATTAIL (OPIEVOY), Geoffrey BERLEMONT (PNR du Gâtinais Français), Pascal LEBRET (Associations La Rose des Dunes et ARASOL), Jacques GUERIN (Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine), Michel MOMBRUN et Jean-Raphaël DEPELAGEY (SoliCités – Maison pour un développement durable), François VIVIER (TICE), Erwan LE MEUR (YPREMA).

Pour le Conseil général : Serge AGUILAR (DGA Citoyenneté et Qualité de vie), Elodie VAXELAIRE, Laurence CAILLE et Séverine LETHEULE (Délégation au Développement Durable et Solidaire), Marie-Claude BONIN-RABELLE, Carine NEUBAUER et François TRESSE (Direction de l'Environnement), Anne-Sophie CARNUCCINI et Julien PAULAIS (Direction de l'Aménagement et du Développement), Véronique LE CLAINCHE (Direction de la Ville, de l'Habitat et de la Citoyenneté), Robert KOCH (Direction du Patrimoine départemental), Fabrice TARRIT (Service de la coopération décentralisée)

Anne GED et Nicolas POUGET (Solving France), Mathieu BOMMIER et Guillaume BAUMGARTNER (Service public 2000)

Excusés : Noémie FRADET (ADEME), ADOMA, BATIGERE, Xavier JENNER (CRPF), Noël TOURNEUX (Chambre de Métiers et d'Artisanat), Essonne Habitat, Franck CHEVALLIER (Groupement des Agriculteurs Biologiques d'Ile-de-France), Logement Francilien, Laurence LE FRANC (PACT-ARIM), Alain CHONAVEY (RATP), Jean-Christophe BENOIT (Réseau Ferré de France Ile-de-France), M. MURY (SICAE), Robert MARTIN (Sous-Préfecture d'Etampes), Vivr'Essonne

Pour le Conseil général : Hervé GENINASCA et Gabriel MALHANCHE (DDEPL).

Ordre du jour :

- Contexte du développement durable et solidaire en Essonne
- Présentation de la démarche Bilan Carbone territorial lancée par le Conseil général, en parallèle de l'élaboration d'une stratégie départementale de l'énergie

Contexte du développement durable et solidaire en Essonne

Le Conseil général s'est engagé depuis mars 2002 dans l'élaboration participative puis la mise en œuvre d'un Agenda 21 (plan d'actions de développement durable organisé autour de 120 engagements) comprenant un suivi et une évaluation annuels, en particulier au travers de l'Observatoire Participatif des Engagements. Le bilan en juin 2007 faisait apparaître que 90% des engagements étaient réalisés ou en cours de réalisation. Les élus départementaux ont souhaité donner de nouvelles orientations à la politique de développement durable et solidaire en passant d'engagements pris par le seul Conseil général à des orientations portées collectivement par le plus grand nombre d'acteurs au travers d'un plan d'actions partagé opérationnel et évaluable.

Après une nouvelle phase de concertation au printemps 2007, 4 pôles d'enjeux ont été identifiés :

	COLLECTIF CLIMAT ESSONNIEN COMPTE-RENDU DE REUNION Compte-rendu de la réunion du 21 février 2008	2/4
Diffusion : Présents	Rédacteur : Laurence CAILLE – Délégation au développement durable et solidaire	

- Animation territoriale,
- Territoire(s) durable(s),
- Vivre ensemble
- Innovation économique et sociale.

Le Conseil général propose aux acteurs locaux qui souhaitent s'associer à cette démarche de signer le protocole d'engagements partagés. Aujourd'hui 87 partenaires sont signataires de ce protocole.

L'agenda 21 n'étant pas une fin en soi, cette 2^{ème} étape vise à présent, dans un processus d'amélioration continue, un développement durable et solidaire du territoire de l'Essonne.

Le pôle « territoire(s) durable(s) » s'organise autour de 2 priorités : un « plan ambitieux des transports » (s'appuyant sur le schéma départemental des déplacements) et l'élaboration d'un plan Climat territorial. Ce dernier débute par la réalisation, en partenariat avec l'ADEME, d'un Bilan Carbone™ qui prévoit de mobiliser le territoire de l'Essonne au travers du Collectif Climat (réuni en février puis mai et juin 2008) et d'une Conférence territoriale Climat- Energie en juillet prochain.

Présentation des enjeux climatiques et de la démarche Bilan Carbone

Le Cabinet Solving, retenu pour réaliser ce bilan carbone de l'Essonne, accompagne les décideurs dans des démarches de conduite du changement (Plan Climat de Paris et de la Région Limousin notamment). Son offre a complètement intégré ce principe de démarche collective de développement durable.

Les enjeux du changement climatique :

L'effet de serre, nécessaire à la vie sur terre, se trouve aujourd'hui dérégulé par les activités humaines : on constate une hausse de 0,74°C au cours du XX^{ème} siècle de la température moyenne de la planète et le GIEC (Groupe International d'Experts du Climat) prévoit une hausse entre +2,4°C et +6,4°C (à titre de comparaison, avec -3,5°C, Paris était recouverte de plus d'1,5 km de glace). L'évolution parallèle de la température et de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère est avérée au cours des 400 000 dernières années. L'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (CO₂, CH₄, N₂O...) produites par les activités humaines a explosé au cours du XX^{ème} siècle, ce qui entraînera dans les décennies à venir une augmentation de la température. Le réchauffement déjà aujourd'hui en marche (recul des glaciers, populations menacées, ...) va se poursuivre.

Le plan Climat national, adopté en 2004, vise en particulier une division par 4 des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050, via le développement d'une « culture climat » qui permette de structurer et coordonner l'action publique dans une vision long terme. Cet objectif nécessite une transformation profonde de la société dans le cadre d'une grande innovation démocratique et une mutation des territoires mobilisés par le biais d'Agendas 21, de plans Climat, plans de déplacements,... Le Collectif Climat se situe à la croisée de ces deux leviers d'actions.

La démarche Bilan Carbone

Le Bilan Carbone™, qui offre une analyse environnementale de l'effet de serre, permet de dresser un premier état des lieux. Cet outil, mis au point par l'ADEME d'abord pour les entreprises puis adapté pour les collectivités, vise en effet à :

- estimer les émissions de gaz à effet de serre,
- évaluer l'importance de la dépendance aux énergies fossiles,
- constituer une base de système d'information,
- identifier des pistes d'actions tenant compte des priorités identifiées pour le territoire,
- offrir une approche globale pouvant conduire à un Plan Climat Territorial.

	COLLECTIF CLIMAT ESSONNIEN COMPTE-RENDU DE REUNION Compte-rendu de la réunion du 21 février 2008	3/4
Diffusion : Présents	Rédacteur : Laurence CAILLE – Délégation au développement durable et solidaire	

Il comprend un volet « patrimoine/services » (émissions générées par le patrimoine et les activités propres à la collectivité) dans une recherche d'exemplarité et un volet « territoire » (émissions générées par l'ensemble des activités situées sur le territoire de compétence de la collectivité). La démarche se déroule en 6 étapes : sensibilisation (tout au long du processus), définition du champ de l'étude, recueil de données, exploitation des résultats, pistes d'action de réduction et lancement de ces actions.

Sont ensuite présentés des exemples de données collectées, de résultats et d'actions à mettre en place (Cf. présentation jointe).

Le Bilan Carbone™ constitue donc un outil d'aide à la décision permettant de définir des priorités, des critères d'actions et les marges de manœuvre, ainsi qu'un outil de mobilisation (exemple de l'enquête en cours auprès des agents sur leurs comportements au travail). Il n'est pas approprié à la comparaison externe avec d'autres territoires.

Dans le cadre de la collecte de données (si possible avant fin mars), toutes études locales, spécifiques ou sectorielles, sont bienvenues pour caractériser davantage des données statistiques globales. Les participants sont invités à transmettre les éléments de connaissance dont ils disposent pour contribuer à la construction de ce système d'information.

La mobilisation sur ces enjeux est organisée à trois niveaux :

- les référents Climat internes dans les services départementaux,
- le Collectif Climat mobilisant les acteurs du développement territorial,
- la Conférence territoriale Climat – Energie à destination du grand public (juillet 2008).

La mission de réalisation du Bilan Carbone, lancée en décembre dernier, est prévue sur 6 mois. Le Collectif Climat se réunira au moins deux fois dans cette phase pour :

- une présentation des premiers résultats et débat sur les pistes d'actions,
- l'approfondissement des préconisations.

Echanges avec les participants

Le volet énergie étant stratégique dans une démarche de ce type, il semble pertinent de se placer dans la perspective d'un Plan Climat Energie.

La dimension stockage de carbone n'est pas appréhendée par l'outil Bilan Carbone™. Il faut avoir à l'esprit que la forêt en croissance stocke du carbone mais qui est relâché par l'utilisation qui en est faite ensuite, ce qui entraîne un solde nul. Un sol n'accueillant pas de biomasse en croissance relarguant du carbone, il importe dans un plan Climat d'envisager les actions visant à préserver, valoriser et augmenter la capacité de ces puits de carbone naturels.

Le Bilan Carbone™ permettra également d'identifier les domaines dans lesquels un euro investi produira l'économie maximale d'émissions de gaz à effet de serre, sans toutefois donner d'éléments de préféabilité financière des actions. Sur la base des enjeux de réduction spécifiques au territoire, un travail en groupes thématiques sera nécessaire : transport, habitat, agriculture, industrie,... La construction d'une maquette financière est préconisée à ce stade. Il s'agira alors de négocier avec les acteurs les plus concernés, ce qui nécessitera de mettre autour de la table de nouveaux partenaires.

Il est également impératif de travailler sur les comportements individuels qui comptent pour près de 50% des changements à opérer. Les acteurs du social et de l'éducation au développement durable se doivent d'intégrer ces problématiques dans leurs pratiques, de manière à mobiliser les familles et les personnes en difficulté.

Des acteurs du territoire essonnien souhaitent être partenaires de cette dynamique :

	COLLECTIF CLIMAT ESSONNIEN COMPTE-RENDU DE REUNION Compte-rendu de la réunion du 21 février 2008	4/4
Diffusion : Présents	Rédacteur : Laurence CAILLE – Délégation au développement durable et solidaire	

- l'OPIEVOY (48 000 logements en Ile-de-France dont 14 000 en Essonne) est également engagé dans la construction d'un plan d'action avec Solving autour des enjeux de construction, de réhabilitation des bâtiments les plus énergivores, d'information des locataires et de maîtrise des charges (création d'un observatoire des charges en projet),
- l'ARENE vient d'être reconnue en tant qu'observatoire régional de l'Energie au travers du Réseau d'Observation Statistiques de l'Energie et des Emissions de Gaz à effet de serre (ROSEE) avec l'Etat, la Région, EDF, le SIPPAREC,... Elle construit actuellement un nouveau tableau de bord de l'énergie.
- EDF accompagne en lien avec les CCAS et les Syndicats les personnes en difficulté (maîtrise des charges par isolation, recours aux ampoules basse consommation,...).

Suite donnée

- La prochaine réunion prévue en mai prochain permettra de partager le premier diagnostic, sur la base du résultat de l'exploitation des données recueillies et d'examiner les pistes d'actions (qui seront approfondies dans une seconde réunion).